

## Histoire et avenir s'entremêlent aux Capucins

Et de trois ! Le Président, François Hollande, a inauguré le 16 février la médiathèque François Mitterrand aux Capucins à Brest. Après les fêtes maritimes de 2012 et l'inauguration du Campus des métiers à Guipavas en 2015, c'était la troisième fois que le président de la République venait à Brest, « alors que d'autres ne sont jamais venus », a précisé François Cuillandre.



Inauguration d'un lieu d'Histoire et de culture

Accompagné de la ministre de la Culture, Audrey Azoulay, et de François Cuillandre, maire de Brest, le président de la République a visité la médiathèque et a pris un bain de foule parmi les nombreuses personnes venues passer, en famille, l'après-midi dans ce lieu de culture.

À l'issue de cette visite de plus d'une heure quinze, François Hollande a écrit sur le livre d'or : « un lieu sublime par son histoire et par son ouverture sur la culture et sur l'avenir. Cet équipement est bien davantage qu'une médiathèque, c'est un quartier, c'est un morceau de ville. Félicitations au maire ». « On a collectivement gazé », a résumé François Cuillandre, rendant hommage aux architectes, aux entreprises, aux élus et aux partenaires, (Département, Région, État et Europe) qui ont participé au financement de ce projet.

Pour le président de la République, cette médiathèque mérite d'être célébrée.

Dès qu'il entre dans le hall, le visiteur peut trouver des informations concernant l'emploi et la formation.

La médiathèque des Capucins donne accès à des milliers d'ouvrages papier, mais elle met aussi l'accent sur le numérique et a reçu le label « médiathèque numérique de référence ». Chaque année, l'État investit 80 millions d'euros pour construire ou rénover 100 à 150 médiathèques.

Cette médiathèque sera ouverte certains dimanches. « Il serait tout de même paradoxal qu'on puisse ouvrir des centres commerciaux et pas des lieux de culture », a souligné le président de la République.

Dans une période où l'ignorance, l'intolérance et la haine progressent, le rôle des livres, et donc des médiathèques qui permettent de les mettre à la disposition du plus grand monde, est essentiel.

« Cette inauguration n'est que la première étape d'un chantier qui se prolongera sur près de dix ans », a précisé François Cuillandre. Le maire de Brest a insisté sur l'importance accordée par la majorité municipale à la culture et à la préservation de ce haut lieu de la mémoire ouvrière. « Brest s'appuie sur son histoire pour inventer son avenir ».

CAP  
FINISTÈRE

26 B, rue Aristide-Briand  
29000 QUIMPER

DÉPOSÉ LE 23/2/2017



PRESSE  
URGENTE  
DISTRIBUÉE PAR  
LA POSTE

## Majorité pénale

Cible de toutes les critiques pour les emplois présumés fictifs de sa famille, François Fillon a tenté de détourner l'attention en reprenant la vieille ficelle de l'âge de la majorité pénale.

Pour la dernière séance de questions au gouvernement, le garde des Sceaux, Jean-Jacques Urvoas, a tenu à remettre les pendules à l'heure à propos de « cette histoire de la majorité pénale à 16 ans, sujet cent fois ressassé, par un candidat qui reprend au prix de son propre reniement une vieille idée ».

Comment prétendre aujourd'hui qu'un jeune de 16 ou 17 ans ne peut connaître la prison alors que près de 800 mineurs étaient écroués au 1<sup>er</sup> janvier dernier ? La loi permet déjà au juge de lever l'excuse de minorité en cas de crime, de violences ou d'agression ou encore lorsque la personnalité du mineur ou les circonstances le justifient. PS29

## Chiffre de la semaine

200 euros

C'est le montant de la prime à l'achat d'un vélo électrique accordée par l'État jusqu'au 31 janvier 2018.

# L'Europe du quotidien

**Les fonds européens participent au financement de nombreux projets bretons. Mais, si les décideurs, (élu.es, responsables associatifs, agriculteurs, pêcheurs...) connaissent l'importance de ces fonds, il n'en va pas toujours de même du grand public qui ignore la signification et le rôle d'acronymes comme FEDER, FEADER ou FEAMP.**



À la Cité internationale à Brest, le 7 février

Le 7 février, la Commission régionale de programmation européenne qui attribue une fois par mois les aides européennes sur des projets aussi divers que la recherche, la formation, la transition écologique, le développement économique ou encore l'emploi, s'est réunie à Brest, dans les locaux de la cité internationale, sur le plateau des Capucins, en présence de Forough Salami, vice-présidente du Conseil régional à l'Europe et à l'international

et de Frédérique Bonnard Le Floc'h, chargée de l'enseignement supérieur au Conseil départemental. Le lieu de cette rencontre ne devait bien sûr rien au hasard puisque l'Europe a fortement contribué au financement de ce nouveau quartier.

**« L'Europe intervient au quotidien pour financer des projets utiles au développement de la Bretagne. »**

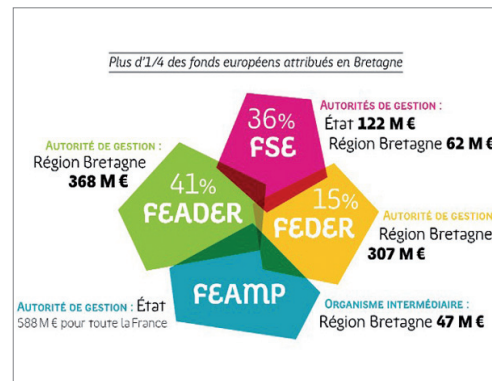
Les fonds européens représentent près d'un milliard d'euros alloués à la Bretagne pour la période 2014/2020. Un quart de cette somme (275 millions d'euros) a déjà été programmé dans notre région. **« Mais, si la pérennité de ces fonds est acquise jusqu'en 2020, rien n'indique qu'ils seront automatiquement prorogés, et à la même hauteur »,** a prévenu Forough Salami qui souhaite donner une plus grande visibilité à ces politiques européennes.

Les fonds européens servent à financer des grands projets structurants, comme le quartier des Capucins à Brest via le FEDER. L'enseignement supérieur aussi bénéficie de financements européens.

Mais l'Union européenne intervient aussi pour aider les zones rurales et soutenir les agriculteurs qui investissent et modernisent leurs installations.

**« 42,1 millions d'euros ont été investis en Bretagne »,** a insisté Forough Salami.

L'Union européenne, par le FSE (Fonds Social Européen) intervient également pour soutenir le retour à l'emploi et la formation des salarié.es peu ou pas qualifié.es.



L'Europe, partenaire des projets bretons

L'Europe, c'est compliqué et bureaucratique expliquent celles et ceux qui veulent casser la dynamique européenne mais qui ont très bien compris les mécanismes permettant d'embaucher des gardes du corps aux frais du Parlement européen. À celles et ceux qui veulent poursuivre et amplifier la construction européenne de montrer comment, au quotidien, l'UE participe au financement de projets utiles pour l'emploi, l'éducation, l'agriculture ou le développement économique.

## Les fonds européens en Bretagne



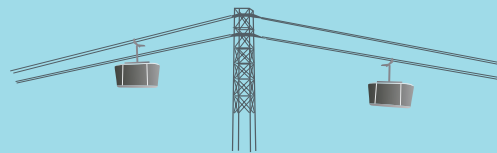
### Agriculture

Le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) est un instrument de financement de la politique agricole commune (PAC). En Bretagne, il a permis d'aider à l'installation de 1 300 jeunes agriculteurs. 59 millions d'euros ont été consacrés dans notre région aux mesures agro-environnementales et climatiques.



### Emploi formation

Le fonds social européen (FSE) soutient des programmes d'aides à la formation et au retour à l'emploi comme le Programme Bretagne Formation notamment. Il a permis de proposer 133 formations qualifiantes à 7 047 demandeurs d'emploi dans des secteurs qui recrutent. Il a également contribué à mettre en place 500 actions pour plus de 46 000 bénéficiaires.



### Projets structurants

Le fonds européen de développement régional (FEDER) permet de financer des projets structurants comme la construction du quartier des Capucins, à Brest et le téléphérique qui permet de le relier à l'autre rive de la ville. Il participe également au financement des infrastructures liées au développement de la filière des énergies marines renouvelables sur le port de Brest.

# Pour une vie publique transparente

**Alors que la défiance des citoyens envers leurs élu.es progresse de manière préoccupante, Régis Juanico, mandataire financier de Benoît Hamon, a présenté le 16 février les dix propositions du candidat socialiste pour restaurer la confiance.**

Et cela commence dès maintenant car face aux soupçons et à la méfiance, la transparence doit prévaloir dès le stade de la campagne électorale. «**Nous rendrons publique l'identité des personnes dont le don ou le total des dons est supérieur à 2500 euros, avec leur accord préalable**», a annoncé le mandataire financier. Les électeurs sont en droit de savoir qui sont les principaux contributeurs au financement de la campagne des candidats à l'élection présidentielle. Certains candidats s'y refusent. Les électeurs apprécieront.

Pour être totalement transparent, le montant des dons récoltés pendant la Primaire s'est élevé à 203 511 euros,

pour 2436 donateurs soit une moyenne de 84 euros.

Au cours de la campagne, l'équipe de Benoît Hamon s'engage à publier les noms des «lobbyistes» rencontrés par le candidat.

Alors que la loi de 2013 rend obligatoire la publication des déclarations de situation patrimoniale des candidats ayant réunis 500 parrainages, 15 jours avant le premier



Une gestion financière limpide

tour, Benoît Hamon a décidé de publier la sienne dès maintenant.

Dans le prochain quinquennat, le candidat socialiste s'engage à renforcer la législation sur la transparence de la vie publique. Cela passera par une interdiction du cumul d'un mandat parlementaire avec des fonctions de conseils. Les parlementaires n'auront plus le droit de recruter un membre de leur famille en tant que collaborateur parlementaire. Un extrait de casier judiciaire vierge sera obligatoire pour se présenter à n'importe quelle élection.

La durée d'inéligibilité en cas de dépassement du plafond des comptes de campagne ou de rejet des comptes passera de trois à six ans.

Les moyens, financiers et humains, de la Commission nationale des comptes de campagne et de financements politiques (CNCCFP) seront renforcés de manière à ce que cet organisme dispose des mêmes moyens que ses homologues européens.

## En bref

### Centre d'art contemporain



En marge du déplacement du président de la République à Brest, Audrey Azoulay, ministre de la Culture, s'est rendue à La Passerelle pour confirmer le soutien de l'État à cette structure de diffusion de l'art contemporain.

La ministre a rendu hommage à ce centre d'art contemporain «dont le travail est reconnu nationalement».

Alors que la municipalité de Quimper a brusquement cessé de soutenir Le Quartier, la ministre a annoncé que la subvention de l'État serait ventilée entre d'autres établissements, dont La Passerelle, sans donner de chiffre précis.

Audrey Azoulay souhaite équilibrer et harmoniser le soutien de l'État aux deux centres d'art contemporain bretons : La Criée à Rennes et La Passerelle à Brest.

### Terres agricoles

Le 15 février 2017, le Sénat a adopté à l'unanimité les conclusions de la Commission mixte paritaire (CMP) sur la proposition de loi relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et au développement du biocontrôle. «Ce texte, déposé par le groupe socialiste de l'Assemblée nationale, vise à lutter contre l'accaparement des terres agricoles», explique le sénateur François Marc.

Il reprend les dispositions votées dans le cadre de la loi "Sapin 2" mais censurées par le Conseil constitutionnel. Ce texte rend notamment obligatoire l'acquisition de foncier agricole par l'intermédiaire d'une société dont l'objet principal est la propriété agricole et étend le droit de préemption des SAFER.



### Année de l'engagement



Une première rencontre des acteurs associatifs finistériens a été organisée le 13 février en prévision de l'organisation des États généraux de l'engagement associatif et du bénévolat prévus avant cet été.

« Cette année de mobilisation vise donc à partager nos analyses, nos approches, et à faire émerger des solutions communes face aux problèmes rencontrés. Elle nous permettra également de valoriser le bénévolat, sous ses diverses formes, ainsi que l'initiative citoyenne, et de sensibiliser les Finistérien.ne.s, notamment les jeunes, au sens et à la richesse de l'engagement », avait précisé la présidente du Conseil départemental, Nathalie Sarrabezolles, lors de la session du 26 janvier 2017.

# Agenda

**27 février**

19h00 : Comité de campagne Présidentielle à Quimper.

**2 mars**

18h00 : Assemblée générale de l'UESR à La Roche Maurice, en présence d'Estelle Grelier, secrétaire d'État aux collectivités locales.

**4 mars**

9h30 à 17h30 : Journée de mobilisation autour du projet de Benoît Hamon, à Moulin-Mer.

## Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1217 P 11428  
N° 1176 - Vendredi 24 février 2017  
[www.ps29.bzh](http://www.ps29.bzh) - [cap-finistere@wanadoo.fr](mailto:cap-finistere@wanadoo.fr)  
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER  
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Marc COATANÉA

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON  
Tél. 02 98 43 44 39  
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère  
Tél. 02 98 43 11 44 - Fax : 02 98 43 64 03

## S'abonner

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @ .....

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :  
Fédération du Finistère  
du Parti Socialiste

# Monde et France : le désamour ?

Pascal Boniface

**Depuis la fin du quinquennat de Jacques Chirac, la ligne gaullo-mitterrandiste, qui prévalait depuis le début de la V<sup>e</sup> République s'est estompée et l'image de la France à l'étranger s'est dégradée, explique Pascal Boniface, directeur de l'IRIS dans son dernier livre *Je t'aimais bien tu sais* (édition Max Milo). Invité par la librairie Dialogues à Brest, le 7 février, il est revenu sur cette évolution.**

**Cap Finistère : La voix singulière de la France s'est-elle affaiblie ?**

**Pascal Boniface :** Oui. On peut le constater lorsqu'on se rend à l'étranger : la voix de la France n'est plus aussi singulière qu'avant. Traditionnellement, il y a deux types de doctrines en matière internationale. La ligne atlantiste considère que la France n'a pas les moyens de mener une politique étrangère autonome et doit s'aligner sur les États-Unis. Et puis, il y a la ligne qu'on peut qualifier de gaullo-mitterrandiste qui vise à préserver une politique étrangère originale, refusant l'hyper puissance américaine et prenant la défense des pays non alignés. Je l'appelle gaullo-mitterrandiste car c'est le général de Gaulle qui en a jeté les bases en dotant la France de l'arme nucléaire, en se retirant du commandement intégré de l'OTAN et en rompant avec Israël après la guerre des six jours. François Mitterrand s'était opposé à ces décisions, lorsqu'il était dans l'opposition. Mais, au pouvoir, et même un peu avant, il a totalement assumé et prolongé cette ligne.

**Cap Finistère : Contrairement à une idée reçue ce n'est pas Sarkozy mais Chirac qui a rompu avec cette doctrine.**

**Pascal Boniface :** On a toujours l'image d'un Chirac s'élevant contre la guerre en Irak et un Sarkozy totalement aligné sur Washington. Or, Jacques Chirac, a bien pris la tête de l'opposition à la guerre en

Irak, mais il a eu très peur des répercussions et des rétorsions économiques américaines et est rentré dans le rang.



**Cap Finistère : François Hollande a tout de même redoré l'image de la France, notamment avec l'intervention au Mali ou l'accord de Paris sur le climat ?**

**Pascal Boniface :** Après la désastreuse guerre en Libye, l'opération Serval fut effectivement un succès : l'armée française est intervenue à la demande du gouvernement malien et de ses voisins, sous mandat de l'ONU. On a ainsi pu éviter la constitution d'un Africanistan. Surtout, on a pensé à l'après-guerre. L'accord de Paris est à mettre au crédit de la France. Mais ces réussites ne suffisent pas à redorer notre image dans le monde.

**Cap Finistère : Elle est si dégradée ? Et comment lutter contre l'idée selon laquelle la France serait un pays anti-musulman ?**

**Pascal Boniface :** Oui, elle est dégradée. Tous les ambassadeurs le disent. Dans un monde hyper connecté, nos débats sont suivis partout dans le monde. L'affaire du burkini, cet été, a été désastreuse. « Vous n'avez donc que ça à faire ? », m'ont demandé plusieurs interlocuteurs étrangers, de pays musulmans mais aussi européens. Comment inverser cette image ? D'abord en cessant d'acheter les magazines qui font systématiquement des Unes sur les dangers de l'Islam. Mais plus sérieusement en mettant en avant et en valorisant l'immense majorité des Musulmans qui n'aspirent qu'à vivre tranquillement. Le terrorisme vise à diviser les Français. Daech veut faire croire qu'il n'est pas possible, pour des Musulmans, de vivre « dans un pays de mécréants ». Ne tombons pas dans ce piège.

## En campagne avec Benoît Hamon !

Aux quatre coins du département, à Brest, Quimper, Morlaix ou Le Guilvinec, les socialistes sont allés à la rencontre des Finistériens.

